



PREFET DES HAUTES PYRENEES

COMMUNE DE LOUEY

Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles (P.P.R.)

APPROUVE PAR ARRETE PREFECTORAL
DU 07 MARS 2016 .



Rapport de présentation

SOMMAIRE

SOMMAIRE.....	2
PRÉAMBULE.....	3
1. PRÉSENTATION DE LA COMMUNE.....	5
1.1 CADRE GÉOGRAPHIQUE.....	5
1.2 CADRE HYDROGRAPHIQUE.....	5
1.3 CADRE GÉOLOGIQUE.....	5
2. LES PHÉNOMÈNES NATURELS.....	6
2.1 DÉFINITION ET CHOIX DU PÉRIMÈTRE D'ÉTUDE.....	6
2.2 LES MOUVEMENTS DE TERRAIN.....	6
2.2.1 <i>Les mouvements lents</i>	6
2.2.2 <i>Les mouvements rapides</i>	7
2.3 LES INONDATIONS - INONDATION DE PLAINE.....	7
3. LES ALEAS.....	9
3.1 DÉFINITION.....	9
3.2 ÉCHELLE DE GRADATION D'ALÉAS PAR TYPE DE RISQUE.....	10
3.2.1 <i>Aléa "inondation"</i>	10
3.2.1.1 L'analyse hydrogéomorphologique.....	10
3.2.1.2 Les crues de référence.....	10
3.2.1.3 Les caractéristiques de l'aléa inondation.....	11
3.2.2 <i>L'aléa glissement de terrain</i>	11
4. LES ENJEUX.....	12
4.1 DÉFINITION.....	12
4.2 ÉVALUATION DES ENJEUX.....	12
5. LE ZONAGE RÉGLEMENTAIRE.....	13
5.1 INONDATION - OBJECTIFS DE LA RÉGLEMENTATION.....	13
5.2 CARTOGRAPHIE RÉGLEMENTAIRE.....	14
5.3 SCHÉMA DE SYNTHÈSE D'ANALYSE DES RISQUES.....	15

PRÉAMBULE

L'État et les communes ont des **responsabilités respectives** en matière de prévention des risques naturels.

- **L'État doit afficher les risques** en déterminant leur localisation et leurs caractéristiques et en veillant à ce que les divers intervenants les prennent en compte dans leurs actions.
- **Les communes ont le devoir de prendre en considération l'existence des risques naturels sur leur territoire**, notamment lors de l'élaboration de documents d'urbanisme et de l'examen des demandes d'autorisation d'occupation ou d'utilisation des sols.

Le territoire de la commune de Louey qui constitue le périmètre d'étude du P.P.R (annexe I du Règlement) est exposé à plusieurs types de **risques naturels** :

- le risque d'**inondation** de la rivière Echez,
- le risque d'**inondation** du ruisseau de la Geüne
- le risque de **glissements de terrain**
- le risque **sismique** pour lequel la totalité du territoire communal est classée en - zone de sismicité moyenne dite « zone 4 » (zonage sismique de la France révisé en 2010).

Le P.P.R. présenté ici, n'a étudié que le risque inondation et mouvement de terrain. En ce qui concerne le risque sismique, c'est la réglementation applicable à la construction et sur la commune qui est rappelée dans le présent document.

Ainsi, une délimitation des zones exposées à ces risques naturels a été réalisée dans le cadre d'un **Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles (P.P.R.)** établi en application de la loi n° 87-565 (annexe II du Règlement) du 22 juillet 1987 relative à « l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs », et de la loi n° 95-101, notamment ses articles 40-1 à 40-7 (annexe II du Règlement) du 2 février 1995 relative « au renforcement de la protection de l'environnement » (titre II) ; les dispositions relatives à l'élaboration de ce document étant fixées par le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 (annexe III du Règlement).

La loi du 22 juillet 1987, support du P.P.R., permet par la prise en compte des risques naturels dans les documents d'aménagement traitant de l'utilisation et de l'occupation des sols, de mesures de prévention, de protection et de sauvegarde à mettre en oeuvre par les collectivités publiques et par les particuliers, de réglementer le développement des zones concernées, y compris dans certaines zones non exposées directement aux risques, par des prescriptions de toute nature pouvant aller jusqu'à l'interdiction.

En contrepartie de l'application des dispositions du P.P.R., le mécanisme d'indemnisation des victimes des catastrophes naturelles prévu par la loi n° 82-600 du 13 juillet 1982, modifiée par l'article 18 et suivants de la loi n° 95-101 du 2 février 1995, et reposant sur un principe de solidarité nationale, est conservé. Toutefois, **le non-respect des règles de prévention fixées par le P.P.R. ouvre la possibilité pour les établissements d'assurance de se soustraire à leurs obligations.**

Les Plans de Prévention des Risques Naturels Prévisibles (PPR) sont établis par l'état et ont valeur de servitude d'utilité publique au titre de la loi du 22 juillet 1987 modifiée. Selon les dispositions de l'article L 126.1 du code de l'urbanisme, cette servitude, nomenclaturée PM1, sera annexée au document d'urbanisme opposable au tiers (PLU ou POS), après mise en demeure adressée au maire de la commune par le représentant de l'État (Préfet). Si cette formalité n'a pas été effectuée dans le délai de trois mois, le représentant de l'État y procédera d'office par arrêté. Après l'expiration d'un an à compter, soit de l'approbation du plan, soit s'il s'agit d'une servitude nouvelle, de son institution, seules les servitudes annexées au plan pourront être opposées aux demandes d'autorisation d'occupation des sols.

L'arrêté préfectoral du **04 novembre 2003** prescrit l'établissement d'un P.P.R. sur la totalité du territoire de la commune de Louey (annexe I du Règlement).

La commune de Louey a été associée à l'élaboration du P.P.R au travers de plusieurs réunions de concertation tenues les :

- 06 janvier 2004 en Mairie de Bénac,
- 11 février 2004 en mairie de Barry,
- 31 mars 2004 en mairie de Bénac,
- 08 juillet 2004 en mairie de Bénac,
- 16 mai 2005 en mairie de Bénac,
- 11 mai 2006 en mairie de Juillan,
- 19 décembre 2006 en mairie de Juillan,
- 6 février 2007 en mairie de Louey,
- 11 octobre 2010 en mairie de Louey,

Au cours de ces différentes réunions ont été présentés et expliqués les objectifs de la démarche P.P.R, les résultats des études d'aléas et d'enjeux ainsi que les projets de zonages et de règlements.

Du 26 juin au 28 juillet 2008, s'est déroulée une enquête publique sur le projet de PPR. Durant cette enquête, une réunion publique a été organisée par le commissaire enquêteur pour répondre à de nombreuses interrogations sur le zonage du risque lié aux mouvements de terrain sur le secteur du lotissement Bellevue. Les riverains se sont étonnés de voir leurs terrains classés en zone de risque moyen ou fort alors qu'ils ne constataient que peu de dégradations sur leurs biens et que ces dégradations, à leur avis, étaient causées par le phénomène de retrait gonflement d'argile et/ou de mal façons lors de la réalisation de murs de soutènement.

Dans son rapport, le commissaire enquêteur a émis un avis défavorable à l'approbation du PPR fondé sur l'insuffisance de l'étude sur la partie mouvement de terrain. L'étude initiale intégrait l'aléa retrait gonflement de l'argile qui ne faisait pas partie des phénomènes à étudier dans le cadre de ce PPR.

Au vu de ce rapport, le service instructeur (DDT65) a fait réaliser une nouvelle étude sur le site du lotissement Bellevue. Cette nouvelle étude d'aléa étant circonscrite au phénomène mouvement de terrain proprement dit. Ce nouveau zonage intégrée au PPR a déterminé une enveloppe de phénomène réduite et un niveau d'aléa minoré (risque faible et moyen).

Plusieurs réunions se sont déroulées suite au rendu de ce complément d'étude :

- 20 octobre 2010 : Présentation des nouveaux aléas à la mairie,
- 6 décembre 2012 : Présentation du nouveau projet PPR
- 27 avril 2015 : Présentation en mairie de Louey du projet avant mise en Enquête publiques

1 .PRÉSENTATION DE LA COMMUNE

1.1 Cadre géographique

La commune de Louey se situe au sein de la vallée de l'Echez. Cette petite commune de plaine (altitude à 351 m) se situe à environ 11 Km au sud de Tarbes et à 13 Km au Nord-Est de Lourdes.

Les communes limitrophes sont :

- Lanne au Sud-Ouest
- Hibarette au Sud-Est

Le village est principalement desservi par la D7 de Louey à Bénac.

Entre 1982 et 1999, la population de la commune a augmenté de 15.9% avec un nombre de logement de 353 en 1999 pour une étendue communale de 66.6 km². Ces chiffres bien que non récents montrent un accroissement de la population sur un territoire de densité relativement faible. En 2007 la population était de 996 habitants.

L'habitat s'est développé principalement au sud du centre géographique de la commune et au Nord Est au lieu dit Bellevue sur les hauteurs.

1.2 Cadre hydrographique

La commune de Louey est traversée par la rivière de l'Echez, le ruisseau de la Geüne et le ruisseau de l'Aubisch.

La rivière de l'**Echez** est un affluent rive gauche de l'Adour. La superficie de son bassin versant est de 89,6 km² à Louey et 168 km² à Bordères. Il prend sa source sur le versant nord du Pic de la Clique (1045 m) à 850 m d'altitude. Son lit est d'abord très encaissé puisqu'il possède une pente moyenne de 11 % dans une coumette peu boisée jusqu'à 575 m d'altitude.

Il prend dans sa partie amont une direction Nord Nord- Ouest. Puis le ruisseau de l'Echez s'écoule avec une pente plus douce dans un ravin toujours très encaissé. Au sortir du grand méandre des Angles où il prend sa direction définitive Nord- Sud, la vallée s'élargit et est recouverte par des matériaux alluvionnaires. Le ruisseau de l'Echez rejoint l'Adour au nord de Tarbes.

Le ruisseau de l'Aubisch et de la Geüne sont deux affluents de la rivière de l'Echez. Le ruisseau de l'Aubisch prend sa source dans les versants environnant le secteur de Laspuayades à 565 m d'altitude. Louey se trouve à la confluence de l'Echez et du ruisseau de l'Aubisch.

1.3 Cadre géologique

La commune de Louey se situe dans le Bassin Aquitain, juste au nord du chevauchement frontal nord pyrénéen, accident majeur séparant le Bassin Aquitain au nord de la zone sous- pyrénéenne au sud.

Les formations géologiques présentes sur Louey sont des molasses Eocène et Miocène.

2 . LES PHÉNOMÈNES NATURELS

Les phénomènes naturels pris en compte dans le cadre de ce Plan de Prévention aux Risques naturels prévisibles sont :

- le risque inondation de l'Echez, du ruisseau de la Geüne et de l'Aubisch.
- le risque mouvement de terrain

En ce qui concerne les séismes, l'activité sismique historique, concernant la commune et la région, est rappelée.

2.1 Définition et choix du périmètre d'étude

Le périmètre d'étude du P.P.R. de Louey définit la zone à l'intérieur de laquelle sont identifiés les phénomènes naturels et en particulier ceux qui existent dans le périmètre d'application du règlement de ce document de prévention des risques naturels prévisibles. Ce dernier périmètre concerne les secteurs où réside la population et où s'exercent les activités. Il s'agit des zones urbanisées ou susceptibles de l'être, celles d'aménagements touristiques, les voies de circulations normalement carrossables ainsi que les infrastructures et réseaux nécessaires au fonctionnement des services publics. L'étude des risques naturels demande, bien entendu, de pratiquer des observations au-delà de ce périmètre dans les espaces naturels, boisés et pastoraux .

2.2 Les mouvements de terrain

Les mouvements de terrain sont les manifestations de déplacement gravitaire de masses de terrain déstabilisées sous l'effet de sollicitations naturelles ou anthropiques.

Selon la vitesse de déplacement, on distingue :

les mouvements lents = déformation progressive avec ou sans rupture et généralement sans accélération brutale

les mouvements rapides = mouvement en masse ou à l'"état remanié"

2.2.1 Les mouvements lents

- **les affaissements** : dépressions topographique en forme de cuvette à grand rayon de courbure dues au fléchissement lent et progressif des terrains de couverture avec ou sans fractures ouvertes. Dans certains cas ils peuvent être le signe annonciateur d'effondrements.

- **les tassements par retrait** : déformations de la surface du sol (tassement différentiel) liées à la dessiccation des sols argileux lors d'une sécheresse prononcée et/ou durable. Si les conditions hydrogéologiques initiales se rétablissent, des phénomènes de gonflement peuvent se produire.

- **les glissements** : déplacement généralement lent sur une pente le long d'une surface de rupture identifiable, d'une masse de terrain cohérente de volume et d'épaisseur variable. Niche d'arrachement, fissures, bourrelets, arbres basculés, zone de rétention d'eau,sont parmi les indices caractéristiques des glissements.

- **le fluage** : mouvement lent de matériaux plastiques sur faible pente résultant d'une déformation gravitaire continue d'une masse de terrain non limitée par une surface de rupture clairement identifiée.

2.2.2 Les mouvements rapides

- **les effondrements** : ils résultent de la rupture des appuis ou du toit d'une cavité souterraine préexistante et se produisent de façon plus ou moins brutale.

- **les éboulements, chutes de blocs et de pierres** : chutes de masses rocheuses qui se produisent par basculement, rupture de pied, glissement bac par banc à partir de falaises, escarpements rocheux, formations meubles à blocs (moraines), blocs provisoirement immobilisés sur une pente.

Selon le volume éboulé on distingue :

- * les chutes de pierres ou de blocs - volume total inférieur à la centaine de m³
 - * les éboulements en masse - volume de quelques centaines à quelques centaines de milliers de m³
 - * les éboulements en grande masse - volume supérieur au million de m³.
- **les coulées de boues** : mouvement rapide d'une masse de matériaux remaniés à forte teneur en eau et de consistance plus ou moins visqueuse. Elles prennent fréquemment naissance dans la partie aval d'un glissement de terrain.

2.3 Les inondations - inondation de plaine

La commune de Louey est traversée par la rivière Echez (qui déborde régulièrement), le ruisseau de la Geüne et le ruisseau de l'Aubisch.

- Rivière Echez

Les cinq plus fortes crues de l'Echez à Louey			
Rang	Date	Hauteur (m)	Débit estimé (m ³ /s)
1	10 Juin .1978	2,22	47
2	25 Décembre 1993	1,87	40
4	04 Février 2003	1,74	36
3	30 Juillet 1977	1,88	35
5	10 Juin 2000	1,66	34

Le tableau ci-dessus énumère les 5 plus grandes crues relevées à la station de Louey.

- Ruisseau de la Géune

D'un point de vue bibliographique, le dossier loi sur l'eau du projet RN 21 fait mention de calculs de débit le long du projet concernant la Geüne. Ces informations ne sont pas reprises ici étant d'une part beaucoup trop générales et ne pouvant d'autre part être recoupées par des données de terrain (laisse de crues, mesures de station...). Les crues généralement observées au printemps sur la commune touchent essentiellement le stade et ses environs.

- Ruisseau de l'Aubisch

Nous n'avons pas eu connaissance de sources d'informations qui auraient pourtant été très utiles (laisses de crues, hauteur, débits, etc...)

D'après les riverains, des inondations ont été observées. Sur la rive gauche de ce cours d'eau, la présence d'un versant favorise le débordement du lit majeur en rive droite.

Les conséquences potentielles des inondations sont évidemment très nombreuses et malheureusement largement connues :

- Perte de vies humaines,
- Dégradation / destruction d'habitations,
- Dégradation de biens ;
- Dégradation / destruction d'infrastructure ;
- Mise hors service d'équipement publics ou privés ;
- Etc.

3 .LES ALEAS

3.1 Définition

En matière de risques naturels, l'aléa peut se définir comme *la probabilité de manifestation d'un événement d'intensité donnée*. Dans une approche qui ne peut que rester qualitative, la notion d'aléa résulte de la conjugaison de deux valeurs : l'intensité et la fréquence du phénomène.

L'intensité du phénomène

✓ Elle sera estimée, la plupart du temps, à partir de l'analyse des données historiques et des données de terrain (chroniques décrivant les dommages, indices laissés sur le terrain, observés directement ou sur photos aériennes, etc.) et éventuellement par une modélisation mathématique reproduisant les phénomènes étudiés;

La fréquence du phénomène

✓ La notion de fréquence de manifestation du phénomène, s'exprime par sa période de retour ou récurrence, et a, la plupart du temps, une incidence directe sur la "supportabilité" ou "l'admissibilité" du risque. En effet, un risque d'intensité modérée, mais qui s'exprime fréquemment, voire même de façon permanente (ex : mouvement de terrain), devient rapidement incompatible avec toute implantation humaine.

La période de retour probable (décennale, centennale ...) traduit le risque qu'un événement d'intensité donnée ait 1 "chance" sur 10, 1 "chance" sur 100 de se reproduire dans l'année.

A titre d'exemple, évoquer la période de retour décennale d'un phénomène naturel tel qu'une crue torrentielle, ne signifie pas qu'on l'observera à chaque anniversaire décennal, mais simplement qu'on aura 1 "chance" sur 10 de l'observer sur une année.

Cette notion ne peut être cernée qu'à partir de l'analyse de données historiques (chroniques). Elle n'aura, en tout état de cause, qu'une valeur statistique sur une période suffisamment longue. En aucun cas, elle n'aura valeur d'élément de détermination rigoureuse de la date d'apparition probable d'un événement qui est du domaine de la prédiction.

Par ailleurs, la probabilité de réapparition (récurrence) ou de déclenchement actif d'un événement, pour la plupart des risques naturels qui nous intéressent, présente une corrélation étroite avec certaines données météorologiques, des effets de seuils étant, à cet égard, assez facilement décelables :

- ✓ hauteur de précipitations cumulées dans le bassin versant au cours des 10 derniers jours, puis des dernières 24 heures, grêle... pour les crues torrentielles,
- ✓ hauteur des précipitations pluvieuses au cours des derniers mois, pour les instabilités de terrain,....

L'aléa du risque naturel est ainsi, la plupart du temps, étroitement couplé à l'aléa météorologique et ceci peut, dans une certaine mesure, permettre une analyse prévisionnelle utilisée actuellement, notamment en matière de risque inondation.

En relation avec ces notions d'intensité et de fréquence, il convient d'évoquer également la notion d'extension marginale d'un phénomène.

Un phénomène bien localisé territorialement, c'est le cas de la plupart de ceux qui nous intéressent, s'exprimera le plus fréquemment à l'intérieur d'une "zone enveloppe" avec une intensité pouvant varier dans de grandes limites. Cette zone sera celle de l'aléa maximum (**aléa fort**).

Au-delà de cette zone, et par zones marginales concentriques à la première, le phénomène s'exprimera de moins en moins fréquemment et avec des intensités également décroissantes. Il pourra se faire, cependant, que dans une zone immédiatement marginale de la zone de fréquence maximale, le phénomène s'exprime exceptionnellement avec une forte intensité ; c'est, en général, ce type d'événement qui sera le plus dommageable car la mémoire humaine n'aura pas enregistré, en ce lieu, d'événements dommageables antérieurs et des implantations seront presque toujours atteintes.

3.2 Échelle de gradation d'aléas par type de risque

3.2.1 Aléa "inondation"

Au détriment d'une modélisation, une approche hydrogéomorphologique a été privilégiée.

3.2.1.1 L'analyse hydrogéomorphologique

Cette étude a été menée suivant la méthode d'analyse géomorphologique qui décline les principes fondamentaux suivants :

⇒ *partout où des inondations sont intervenues dans le passé, des inondations similaires peuvent se produire.* Cela conduit à relever des informations historiques concernant les inondations observées par le passé (documents existants, traits de crues localisés, enquête auprès des riverains...). Même si des aménagements ont été opérés dans les zones inondables (remblais, digues....), si ceux-ci sont emportés ou détruits, la crue inondante recouvre les espaces qui lui avaient été soustraits aux champs d'expansion des crues naturels.

⇒ *l'appréciation des risques d'inondation est un problème de géographie des espaces concernés, ce qui implique une reconnaissance de la nature des espaces inondables et une reconnaissance des rapports entre ces espaces et la dynamique fluviale.* Cela conduit à établir une analyse hydrogéomorphologique de la vallée, à rechercher des traces sédimentologiques des alluvions, à analyser les différentes campagnes de photographies aériennes des régions concernées.

⇒ *l'étude couplée de l'histoire et de la géographie des inondations permet d'en définir l'emprise des zones inondables.*

3.2.1.2 Les crues de référence

Dans le cadre de l'élaboration des P.P.R, l'inondation est délimitée en suivant l'enveloppe de la plus forte crue connue si celle-ci est au moins centennale. Elle constitue en effet la plus petite des crues exceptionnelles qui présentent à la fois :

- ◆ des facteurs aggravants multiples : embâcles, transports solides, ruissellements anormaux,
- ◆ des difficultés pour la gestion de la crise : communications interrompues,

- ◆ des risques importants pour la sécurité des personnes : force du courant, durée de submersion,
- ◆ des dommages importants aux biens et aux activités.

Sur la commune de Louey, la crue de référence est issue de l'analyse hydrogéomorphologique. L'occurrence de cette crue qui ne se recoupe pas avec une crue déjà observée est déterminée comme exceptionnelle par définition.

3.2.1.3 Les caractéristiques de l'aléa inondation

Les études ainsi menées ont permis de déterminer les caractéristiques de l'aléa « inondation » pour la crue de référence de l'Echez :

- ⇒ limite de la zone inondable,
- ⇒ hauteur d'eau de submersion par pas de 0,50 mètre,
- ⇒ ordre de grandeur des vitesses d'écoulement,

Les caractéristiques d'un **aléa fort** pour la crue de référence sont les suivantes :

- hauteur d'eau supérieure ou égale à 1,00 mètre,
- **ou** vitesse supérieure à 0,5 mètre par seconde,
- **ou** hauteur d'eau supérieure ou égale à 1,00 mètre **et** vitesse supérieure à 0,5 mètre par seconde.

3.2.2 L'aléa glissement de terrain

La période de référence est de 100 ans.

L'aléa de référence (considéré comme vraisemblable au cours de la période de référence) est qualifié par son **intensité**.

Les paramètres les plus pertinents pour caractériser l'intensité d'un glissement de terrain sont :

- le potentiel de dommages ;
- l'importance et le coût des mesures nécessaires pour se prémunir du phénomène.

Intensité	Potential de dommages durant la période de référence	Parades	Aléa
faible	Fissuration de bâtiments usuels	Parades supportables financièrement par un propriétaire individuel	faible
moyenne	Fissuration de bâtiments usuels	Parades supportables financièrement par un groupe restreint de propriétaires (immeuble collectif, petit lotissement)	moyen
forte	Forte fissuration ou destruction de bâtiments usuels	Débordant largement le cadre parcellaire et/ou d'un coût très important et/ou techniquement difficile	fort
majeure	Destruction de bâtiments usuels	Pas de parade technique	majeur

4 .LES ENJEUX

4.1 Définition

Les enjeux sont liés à la présence d'une population exposée, ainsi que des intérêts socio-économiques et publics présents.

L'appréciation des enjeux résulte principalement de l'examen de la carte des occupations du sol actuelles. Elle ne doit pas donner lieu à des études quantitatives.

L'identification des enjeux et des objectifs est une étape clef de la démarche qui permet d'établir un argumentaire clair et cohérent pour la détermination du zonage réglementaire et du règlement correspondant.

4.2 Evaluation des enjeux

Elle est appréciée à partir des facteurs déterminants suivants :

- pour les enjeux humains : le nombre effectif d'habitants, le type d'occupation (temporaire, permanente, saisonnière),
- pour les enjeux socio-économiques : le nombre d'habitations et le type d'habitat (individuel isolé ou collectif), le nombre et le type de commerces, le nombre et le type d'industries, le poids économique de l'activité,
- pour les enjeux publics: les infrastructures et réseaux nécessaires au fonctionnement des services publics.

5 .LE ZONAGE RÉGLEMENTAIRE

On entend par risques naturels, la manifestation en un site donné d'un ou plusieurs phénomènes naturels, caractérisés par un niveau d'intensité et une période de retour, s'exerçant ou susceptibles de s'exercer sur des enjeux, populations, biens et activités existants ou à venir caractérisés par un niveau de vulnérabilité.

Afin de limiter les conséquences humaines et économiques de catastrophes naturelles pour la collectivité, le principe à appliquer est l'arrêt du développement de l'urbanisation et donc l'interdiction d'aménager des terrains et de construire dans toutes les zones à risque.

Les terrains protégés par des ouvrages de protection existants sont toujours considérés comme restant soumis aux phénomènes étudiés, et donc vulnérables, en particulier pour ce qui est des constructions et autres occupations permanentes. Les mêmes prescriptions doivent être appliquées, qu'il y ait ouvrages ou pas, l'intérêt majeur de ces derniers devant rester la réduction de la vulnérabilité de l'existant.

Dans les zones d'aléas les plus forts

Lorsque la sécurité des personnes est en jeu, ou lorsque les mesures de prévention ne peuvent apporter de réponse satisfaisante, l'interdiction sera appliquée strictement. On ne peut exclure que certaines situations conduisent à bloquer la croissance d'une commune; il conviendra alors de rechercher d'autres solutions d'avenir, par exemple dans l'intercommunalité.

Dans les autres zones d'aléas

Là encore, le principe de réglementation **reste de ne pas urbaniser les zones exposées** ou d'autoriser l'urbanisation avec une réglementation adaptée dans les zones déjà urbanisées

5.1 Inondation - objectifs de la réglementation

La réglementation des Plans de Prévention des Risques d'Inondation doivent répondre à trois objectifs généraux :

❶ améliorer la sécurité des personnes dans les zones inondables : pour cela, deux types de règles sont disponibles : **interdire** ou **prescrire**.

❷ maintenir sur l'ensemble du bassin le libre écoulement et la **capacité d'expansion des crues, même si l'aléa y est faible**.

❸ limiter les dommages aux biens et aux activités dans les zones inondables et éviter tout endiguement ou remblaiement nouveau qui ne serait pas justifié par la protection des lieux fortement urbanisés.

La cartographie réglementaire du risque fait apparaître trois types de zones :

❶ pour les zones identifiées comme étant nécessaires à l'expansion des crues, zones qualifiées de **champs d'expansion des crues** apparaissant dans les zones à risque fort et modéré. Ces zones doivent être impérativement préservées de l'urbanisation en raison du rôle important qu'elles jouent sur l'écoulement des eaux en cas de crues et des modifications sur l'impact des inondations que peut engendrer leur aménagement ou leur urbanisation. Les champs d'expansion des crues à conserver sont des espaces où la vulnérabilité actuelle est faible (espaces agricoles, bois, saligues...) qui ont un rôle de stockage des crues à maintenir. L'existence de constructions dispersées n'implique pas l'exclusion du champ d'inondation à préserver.

Dans ces zones, les constructions nouvelles seront à priori interdites - ceci quel que soit le niveau d'aléa - en dehors de quelques opérations relatives au bâti existant (entretien des bâtiments, amélioration des conditions de sécurité...) (sous réserve d'assurer la sécurité des personnes, et de ne pas augmenter la vulnérabilité des biens). Dans ces zones, les aménagements susceptibles de modifier les conditions d'écoulement ou d'expansion des crues seront réglementés. L'ensemble de ces mesures vise à satisfaire l'objectif n° 2.

❷ pour les autres zones, il conviendra de distinguer successivement :

* les **secteurs à risque fort** correspondant approximativement au lit moyen du cours d'eau, sur lesquels les dommages aux biens et aux activités peuvent être potentiellement importants (objectif n° 3), et où les inondations sont localement susceptibles de mettre en jeu la sécurité des personnes (objectif n° 1). Ces secteurs justifient des mesures d'interdiction pour les constructions nouvelles. Des exceptions sont cependant possibles pour l'entretien et la gestion des bâtiments existants .

* les **secteurs à risque modéré** sur lesquels les dommages potentiels sont inférieurs à ceux de la zone à risque fort. Ces secteurs font l'objet de prescriptions générales destinés à réduire la vulnérabilité des biens et des personnes (objectifs n° 1 et n°3).

5.2 Cartographie réglementaire

- Les zones à risque inondation sont repérées par les indices I1, I3 et I5
- Les zones à risque glissement de terrain sont repérées de G2 et G3

5.3 Schéma de synthèse d'analyse des risques

Le schéma ci-dessous synthétise l'analyse qui est faite pour chaque zone considérée "à risque". A chaque phénomène est ainsi attribué un niveau d'aléa relatif à son intensité et sa fréquence. L'appréciation des enjeux résulte de la carte des occupations du sol actuelles ou projetées. Le niveau de risque induit par l'évaluation des enjeux menacés et le niveau d'aléa permet de déterminer les zones réglementaires du plan de zonage du P.P.R..



